



Contre l'expulsion des syndicats de la Maison départementale du Travail d'Evry

Rassemblement intersyndical
lundi 29 mai 2017 - 8h30
devant le Conseil Départemental
(rue des Mazières, face à la Banque de France)

jour de séance publique de l'Assemblée départementale, afin d'être reçu par le Président du Conseil Départemental et lui remettre environ 15.000 signatures de soutien déjà rassemblées.

M. le Président du Conseil Départemental de l'Essonne, nous ne voyons toujours rien venir !

Le Président du Conseil Départemental de l'Essonne (CD 91), M. François Durovray, compte-t-il réellement ouvrir le dialogue avec les organisations syndicales du département et leur permettre de travailler utilement à la défense des intérêts des salarié-es et retraité-es de l'Essonne ? Cela fait maintenant près de six mois que leur a été annoncé, sans concertation, leur expulsion de la Bourse du Travail, ouverte pour elles à Evry il y a 33 ans, dans un souci de « *stratégie immobilière optimisée* ». Une seule solution a été proposée : leur relogement dans les anciens locaux du SDIS, sous-dimensionnés et inadaptés. Près de deux mois se sont écoulés depuis l'unique rencontre du 6 mars 2017 avec M. Touzet, Vice-Président du CD 91 et M. Bouabane-Schmitt, secrétaire général : une « *réunion technique* » devait être rapidement programmée afin de mesurer les besoins des syndicats et produire les justifications du coût faramineux avancé par le Conseil Départemental pour des travaux (6 M€ selon M. Durovray).

Force est de constater le silence assourdissant du CD sur ce dossier, **alors que la date d'expulsion du 30 juin se rapproche !**

L'intersyndicale a tenu un grand meeting le 18 mars pour fêter les 30 ans de la Bourse du Travail départementale, mais aucun représentant du Conseil Départemental ne s'est déplacé.

Lors de la réunion de l'assemblée départementale du 27 mars, l'accès à la séance pourtant publique a été refusé aux représentants de l'intersyndicale. Ceux-ci ont dû insister et « forcer la porte » pour rencontrer brièvement le Président du CD, qui a affirmé « *qu'il n'avait rien contre les syndicats* », mais uniquement « *un souci de rationalisation du parc immobilier du département* ». Cela tombe bien, l'intersyndicale a formulé des propositions permettant de faire économiser près de 2 M€ au département en frais d'aménagement des anciens locaux du SDIS !

Rencontré fortuitement à la veille du 1^{er} tour de l'élection présidentielle sur le marché de Montgeron, M. Durovray nous a fait part de son étonnement : « *Comment ? J'avais donné des ordres pour qu'on fasse une réunion !* ». Mais à cette heure nous ne voyons toujours rien venir...

L'élection présidentielle maintenant terminée, il devient urgent que le Président ouvre le dialogue et entende nos arguments pour permettre aux organisations syndicales de continuer à exercer leurs missions au bénéfice de tous les Essonniens et toutes les Essonniennes, sans coût exorbitant pour la collectivité.

Nous l'affirmons : le montant de 6M€ de travaux avancé par le Président du CD - jamais justifié - est donc totalement fantaisiste.